

PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

**Arrêté préfectoral
portant décision d'examen au cas par cas en application
de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

LE PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2017-4914 relative au défrichement des parcelles cadastrales n° A 609p et une partie des n° 610 et 611p, représentant 1,05 ha en nature de bois de feuillus, pour mise en culture de prairie sur la commune de Charrier-Ferrière (19) ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 6 avril 2017 portant délégation de signature à Monsieur Patrice GUYOT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2000 déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et autorisant la commune de Brive à capter sous certaines conditions les eaux souterraines de la source de « *L'Adoux de Saint Cernin* » en vue de leur utilisation pour la consommation humaine, ainsi que celui du 11 juillet 2013 portant autorisation complémentaire pour le prélèvement d'eau de la source de l'Adoux ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 13 juin 2017 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste au défrichement total de la parcelle cadastrale n° A 609p et partiel des parcelles n° A610 et 611p, pour un total de 1,05 ha en nature de bois de feuillus, en vue de leur reconversion en prairie, pour mise à disposition d'une exploitation agricole;

Considérant que ce projet relève de la rubrique 47°a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare ;

Considérant que l'opération de défrichement comprend la réalisation des travaux suivants :

- coupe des bois et dessouchage
- rassemblement des rémanents et nettoyage de la parcelle
- remise en culture par semis de prairie ;

Considérant que la réalisation du projet est conditionnée à la délivrance d'une autorisation de défricher et qu'à ce titre il devra être conforme aux dispositions du Code forestier ;

Considérant que le projet intersecte l'emprise de la zone sensible délimitée sur les communes de Charrier-Ferrière, Châteaux et Saint Cernin de Larche, instituée par les deux arrêtés préfectoraux visés ci-dessus afin de protéger le forage de captage de la source de l'Adoux de Saint Cernin destiné à l'alimentation en eau potable ;

Considérant qu'il revient au pétitionnaire de vérifier la compatibilité de son projet avec les dispositions inscrites dans ces deux arrêtés, de se conformer aux exigences techniques permettant de garantir la protection du point de captage de la source ;

Considérant que le projet ne saurait être autorisé ou réalisé en cas de dispositions contraires aux prescriptions de ces arrêtés ;

Considérant que pendant les travaux de défrichement, le pétitionnaire devra s'assurer que ces derniers ne portent pas atteinte à l'environnement naturel avoisinant, notamment en veillant à prévenir tout risque de pollution accidentelle et de jets vers les milieux récepteurs voisins ;

Considérant que la parcelle, objet de la demande de défrichement, jouxte au nord et à l'est un vaste réseau de massifs boisés, majoritairement composés de feuillus, que cet habitat naturel est susceptible de servir de refuge, de lieu de passage et de reproduction, et également de représenter une source de nourriture pour de nombreuses espèces, dont certaines pouvant être potentiellement protégées ;

Étant précisé que :

– la réalisation du défrichement hors période de nidification et de reproduction, contribue à limiter les impacts sur la faune,

– la conservation sur place ou le déplacement sur des habitats propices voisins d'une portion des arbres abattus pourrait utilement participer au maintien d'une certaine forme de biodiversité et au dynamisme de l'écosystème environnant ;

Considérant qu'en cas de présence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, le pétitionnaire devra respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement), en recherchant l'évitement, puis la réduction des atteintes aux milieux naturels et, en cas d'impact résiduel, et sous réserve que le projet satisfasse aux conditions dérogatoires limitatives, obtenir un arrêté préfectoral de dérogation pour destruction des espèces protégées et/ou de leurs habitats avant le démarrage des travaux ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, ainsi que des réglementations spécifiques préalables à son autorisation, **il n'apparaît pas que le projet soit susceptible d'impacts notables sur l'environnement** au sens de l'annexe II de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le défrichement des parcelles cadastrales n° A 609p, 610 et 611p (pour partie), représentant un total de 1,05 ha en nature de bois de feuillus, pour mise en culture de prairie **n'est pas soumis à étude d'impact**.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux, le 16 juin 2017.

Pour le Préfet et par délégation

Pour le Chef de la Mission
Evaluation Environnementale
L'adjointe au Chef de la MEE

Voies et délais de recours

Michaële LE SAOUT

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre d'État, Ministre de la transition écologique et solidaire
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).